

Direction des collectivités et de l'appui territorial
Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme
et des installations classées
Références : ACM

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société BRESSOR
pour son établissement situé à GRIEGES**

**La préfète de l'Ain
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et L.514-5 ;
- VU l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2023 autorisant la société BRESSOR à exploiter une installation de transformation de produits laitiers sur son site de GRIEGES ;
- VU le rapport d'inspection du 14 juin 2024 suite à la visite du 7 juin 2024, mettant en évidence des non-conformités relatives notamment aux articles 1.4.2, 3.1.2, 4.4.1, 5.1.4, 5.2.1 et 7.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 octobre 2023 ;
- VU le courrier de la société BRESSOR en date du 17 juillet 2024 proposant les suites données aux non-conformités relevées ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur de l'environnement en date du 23 juillet 2024 ;
- VU le courrier de l'inspection des installations classées du 23 juillet 2024 transmettant à la société BRESSOR le rapport d'inspection et l'informant du délai dont elle dispose pour faire part de ses observations ;
- VU le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, annexé au rapport, porté à la connaissance de l'exploitant, et valant contradictoire ;
- VU l'absence d'observations de la société BRESSOR à la suite de la transmission du rapport d'inspection et du projet d'arrêté susvisés ;
- CONSIDERANT que le SDIS a validé par son avis du 7 mars 2024 la modification de l'emplacement de la réserve incendie ;
- CONSIDERANT qu'il a été constaté que les délais de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2023 n'étaient pas respectés, et que l'exploitant a confirmé qu'il ne pourrait pas tenir les délais prescrits ;
- CONSIDERANT les engagements pris par la SA BRESSOR suite aux non-conformités relevées lors de l'inspection du 7 juin 2024 ;
- CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société BRESSOR – site de GRIEGES - de respecter les prescriptions techniques de son arrêté préfectoral dans les délais qu'il a proposés ;
- SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société BRESSOR est mise en demeure dans le cadre de l'exploitation de son site implanté au 185 route de Pont-de-Veyle sur la commune de GRIEGES, de respecter les délais ci-dessous pour la mise en conformité de son site :

- **Concernant l'article 1.4.2 et 3.1. 1 de l'arrêté du 19 octobre 2023 : équipements abandonnés**

Les canalisations d'eau et les pompes de l'ancien puits sont démontées **avant le 31 décembre 2024.**

- **Concernant l'article 3.1.2 de l'arrêté du 19 octobre 2023 : séparation des réseaux d'eau**

La mise en conformité du site au regard des différents usages de l'eau sera **terminée au 30 juin 2026, selon les échéances suivantes :**

- octobre 2024 : Consultation pour chiffrer les études nécessaires et les prestations de maîtrise d'oeuvre,
- novembre 2024 : Validation de l'investissement par la direction du Groupe Savencia pour engager ces études,
- fin du premier trimestre 2025 : Réalisation des études et chiffrage des travaux,
- fin du second trimestre 2025 : Proposition des investissements travaux process et génie civil auprès du Groupe,
- premier semestre 2026 : Réalisation des travaux et mise en service.

L'exploitant informe l'inspection de l'avancement des opérations à chaque échéance.

- **Concernant l'article 4.1.1 de l'arrêté du 19 octobre 2023 : émissions sonores**

L'exploitant réalise les aménagements permettant une mise en conformité des émissions sonores en ZER en remplaçant :

- l'écumeuse d'ici fin octobre 2024,
- le pasteurisateur d'ici mi-novembre 2024.

Une étude sonométrique est réalisée après la mise en place de ces équipements, et **avant le 31 décembre 2024.**

Le trafic de camions de collecte sera réduit sur le site de GRIEGES en 2025.

En cas de non conformité des niveaux sonores lors de l'étude de 2024, une nouvelle étude sera réalisée après mesures complémentaires et/ou modification de la circulation des camions.

- **Concernant l'article 5.1.4 de l'arrêté du 19 octobre 2023 : confinement de eaux d'extinction**

L'échéancier de mise en place du confinement des eaux d'extinction est le suivant :

- 30 septembre 2024 : Mise à jour des calculs de besoins selon la D9 et D9A
- 31 octobre 2024 : validation des besoins avec le SDIS selon une analyse de risque tenant compte de la configuration du site
- 30 novembre 2024 : Etude et proposition de solutions techniques envisageables et définition des caractéristiques à satisfaire
- 31 décembre 2024 : communication du rapport à l'inspection.
- 28 février 2025 : Définition de la solution retenue. Le dispositif de confinement retenu est validé par le SDIS. L'inspection est informée de la solution retenue et validée.
- avant le 30 avril 2025 : transmission d'un échéancier de réalisation de la (ou les) solution(s) (le cas échéant : travaux, investissements, études techniques; consultation...), date de fin de travaux.

L'exploitant informe l'inspection de l'avancement des opérations à chaque échéance.

- **Concernant l'article 5.2.1 de l'arrêté du 19 octobre 2023 : réserve incendie**

La réserve souple de 800m³ est **mise en place avant le 30 juin 2025.**

L'échéancier est le suivant :

- Les études de sol et l'obtention des devis actualisés nécessaires à sa mise en place sont obtenus avant le 31 octobre 2024.
- La proposition d'investissement est soumise au groupe avant fin décembre 2024.
- Les travaux sont réalisés au cours du premier semestre 2025.
- L'exploitant fait réceptionner par le SDIS le dispositif dans **un délai de 2 mois suivant la réalisation de la réserve et en informe l'inspection.**

L'exploitant informe l'inspection de l'avancement des opérations à chaque échéance.

• **Concernant l'article 7.1 de l'arrêté du 19 octobre 2023 : flux thermiques (rubrique 1510)**

L'exploitant transmet le résultat de l'étude des flux thermiques prévue à l'article 2 de l'annexe VIII et les mesures prises en cas d'effets thermiques supérieurs à 8 kW/m² en limite de site **avant le 15 octobre 2024.**

Article 2 : Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, et conformément aux dispositions de l'article L.171-8-II du code de l'environnement, s'il n'a pas été déféré à la mise en demeure de respecter les prescriptions techniques à l'expiration du délai imparti, la Préfète de l'Ain pourra arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives prévues au II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Recours

Cette décision peut être déférée au tribunal administratif de Lyon, seule juridiction compétente dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Elle peut également être déposée sur le site www.telerecours.fr

En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Article 4 : Publicité

Le présent arrêté sera :

- affiché à la porte principale de la mairie de GRIEGES pendant une durée d'un mois. Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à la disposition du public.
Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, à la préfète.
- publié sur le site internet de la préfecture de l'Ain pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au directeur de la société BRESSOR – 185 route de Pont-de-Veyle – 01290 GRIEGES ;

- et dont copie sera adressée :

- au maire de GRIEGES,

- au directeur départemental de la protection des populations de l'Ain - Inspections des installations classées.

Fait à BOURG-en-BRESSE, le **23 AOUT 2024**

La préfète,
Pour la préfète,
La secrétaire générale,


Virginie GUERIN-ROBINET